

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4392 - Lundi 05 Juin 2023 - Prix : 200 Fc

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ecole Doctorale : l'Université des Comores franchit un nouveau palier



Photo de famille école doctorale

Le jeudi 1er juin 2023 a eu lieu la cérémonie de lancement officiel du projet « Doctorat Océan Indien : Coopération, Environnement et Entraînement (DOCET 4 AFRICA) ». Y ont pris part, plusieurs personnalités dont le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le Chef du Bureau de l'Union Européenne à Moroni et le président de l'Université des Comores. La cérémonie a vu également la participation des représentants des universités partenaires dont l'Universités de Turin (Italie) et les Universités d'Antananarivo, de Toamasina et de Mahajanga.

Ce projet, financé par l'Union Européenne dans le cadre de son programme Erasmus, a pour objectifs affichés d'accroître la capacité des autorités des Universités partenaires à moderniser leur système d'enseignement supérieur au niveau doctoral, d'améliorer l'accès au marché du travail grâce à un enseignement supérieur compétitif impliquant des programmes académiques favorisant les acteurs socio-économiques, et de promouvoir la sensibilisation et la compréhension interculturelles parmi les populations locales sur les avantages de la gestion durable des ressources naturelles.

LIRE SUITE PAGE 3

16 Dhoul qua anda 1444
Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Juin 2023

Lever du soleil:

06h 21mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : **05h 09mn**

Dhouhr : **12h 09mn**

Ansr : **15h 04mn**

Maghrib: **17h 52mn**

Incha: **19h 06mn**



FORMATION ACTIC ACADEMY :

Plus de 200 jeunes certifiés

L'Actic a organisé une cérémonie de remise d'attestation à plus de 200 jeunes ayant suivi avec succès la formation Actic Academy. Cette formation soutenue financièrement à travers le programme PISCCA par l'ambassade de France aux Comores a pour objectif de renforcer les capacités des jeunes afin de leur permettre de trouver rapidement du travail.

Après Anjouan et Mohéli, c'est autour de Ngazidja de magnifier la réussite des jeunes récipiendaires. Ils sont plus de 200 jeunes certifiés samedi 03 juin dernier, après suivi la formation Actic Academy des jeunes en quête d'emplois, d'insertion et de reconversion professionnelle. La cérémonie a vu la présence de l'ambassade de France, des dirigeants de différentes organisations publiques et privées, etc. Elle a été rendue possible grâce à l'appui du programme PISCCA financé par l'ambassade de France aux Comores et son service de coopération et d'action culturelle, ainsi que le programme Msomo na Hazi du gouvernement comorien appuyé par l'Union européenne.

Dans son allocution, le président



Actic (ph archive).

de l'Actic Hamidou Mhoma a expliqué que l'idée a germé avec l'Actic et a été soutenue par l'ambassade de France, à travers le service de coopération et d'action culturelle, gestionnaire du fonds PISCA. C'est un Projet en appui à la société civile à laquelle l'association comorienne des technologies de l'information et de la communication appartient. « Ensemble, nous sommes partis d'un constat très

simple. Beaucoup de jeunes obtiennent leur diplôme universitaire et ont du mal à trouver un emploi. Et nous avons conçu un programme d'employabilité et de renforcement des capacités des jeunes pour leur permettre de trouver rapidement du travail. Cette démarche très pragmatique a abouti à la création de l'Actic academy, ce centre de formation et d'insertion professionnel aux métiers du numérique », sou-

ligne-t-il, en montrant que le financement de PISCCA avec l'ACTIC, c'est 3 campus de formation à Anjouan, Mohéli et Ngazidja. Ils sont 298 inscrits dont 173 certifiés aujourd'hui avec 47% de femmes. C'est aussi une vingtaine d'experts formateurs, praticiens et six formations dans le digital.

De son côté, la Chargée de mission auprès du SCAC, Camille Antoine a félicité les 173 jeunes

bénéficiaires qui sont allés au bout des formations de l'une ou plusieurs de six formations numériques proposées par l'ACTIC. « Je vous souhaite beaucoup de succès dans la poursuite de votre vie professionnelle, mais aussi de reprise des études que ce soit aux Comores ou à l'étranger », dit-il. Et d'ajouter : « Cela n'a pas été sans difficulté mais il faut également souligner que l'Actic a atteint les objectifs qu'elle s'était fixés. Je suis assez fier de dire que nous avons réussi à trouver des solutions ensemble dans le respect des logiques partenariales ».

Quant aux lauréats, Nadhumata Ahamada a exprimé sa gratitude aux formateurs qui ont consacré leur temps et leurs connaissances pour les guider tout au long du processus. « Grâce à ces formateurs, j'ai acquis des avantages qui sont nombreux et précieux. J'ai pu réaliser des projets et développer une expertise solide, des compétences pratiques et transférables ainsi que des opportunités de communication et réseautage. Je suis convaincue que ces acquis contribueront à mon succès professionnel », déclare-telle.

Andjouza Abouheir



EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN.E CHARGE.E SUIVI EVALUATION REDEVABILITE ET APPRENTISSAGE (SERA)

Intitulé du poste : Chargé.e de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA) mutualisé.e pour le projet CoReg et le dispositif d'AT ODS

Lieu d'affectation : Grande Comore – Moroni

Durée : 1 an renouvelable

Type de contrat : CDD de droit local

Statut du candidat : Portage salarial

Date limite de candidature : 16 juin 2023

CONTEXTE

Expertise France recrute un.e chargé.e de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA) pour le projet coopération régionale en santé en Union des Comores (CoReg) et son dispositif d'Assistance technique au projet Offre de Soins (AT ODS) en Union des Comores. Le projet CoReg vise à améliorer l'offre de soins en Union des Comores grâce à la coopération régionale en santé. Il comprend deux composantes : l'appui à la coopération régionale en santé et l'appui au renforcement de filières de soins ciblées. EF met en œuvre le projet en partenariat avec le ministère de la Santé de l'Union des Comores.

Le dispositif d'Assistance technique Offre de soins (AT ODS), quant à lui, vise à améliorer l'accès aux soins de la population comorienne. Il comprend des actions de renforcement des capacités, d'amélioration de la qualité de l'offre de formation et de la gouvernance du système de santé. Le ministère de la Santé de l'Union des Comores met en œuvre le

projet ODS, Expertise France appuie le Ministère de la Santé de l'Union des Comores à travers la mise à disposition d'une Assistance technique.

PRINCIPALES MISSIONS

Le/la chargé.e SERA aura la charge de définir et mettre en œuvre le plan de suivi-évaluation des deux projets, ainsi que de gérer le dispositif élaboré pour chacun d'eux.

Ses principales missions seront les suivantes :

- Développement et mise en œuvre d'un cadre harmonisé SERA pour chacun des deux projets
- Appui aux activités de SERA des deux projets, notamment la collecte, la compilation et l'analyse des données
- Appui technique aux partenaires du projet CoReg : Unité de coordination ministérielle, Centre Hospitalier Universitaire de la Réunion, Centre hospitalier de Mayotte, Agence régionale de santé de Mayotte, autres partenaires éventuels
- Appui au dispositif SERA du projet Offre de Soins en lien avec l'Unité de gestion projet du Ministère

Cette liste n'est pas exhaustive. Les missions sont détaillées dans l'offre en ligne (lien ci-dessous).

PROFIL RECHERCHÉ

- Diplôme universitaire/de l'enseignement supérieur (master) en gestion de projet, gestion d'entre-

prise, économie, sociologie, statistiques, gestion de données, épidémiologie, santé publique, sciences sociales, socio-économie et autre(s) discipline(s) connexe(s)

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans des fonctions liées au suivi-évaluation de projets, de préférence dans le secteur de la santé
- Bonne maîtrise des fondamentaux de la gestion de projet et du cycle de projet
- Très bonne maîtrise des outils bureautiques, notamment MS Office (Word, Excel, PowerPoint)
- La Maîtrise de logiciel de suivi-évaluation (Kobotoolbox, power bi, etc.) est un atout
- Capacités de planification et d'organisation : autonomie, rigueur et méthode, ponctualité, priorisation des tâches, sens des responsabilités
- Excellentes qualités de communication : sens de la diplomatie ; capacité de communication avec des interlocuteurs de différents niveaux et de différentes nationalités ; qualité d'écoute ;
- Capacités pour le travail en équipe et la collaboration

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

• Les candidatures (CV, lettre de motivation et deux références) doivent être envoyées à l'adresse suivante rh.comores@expertisefrance.fr, avec pour objet « **Candidature Chargé.e de suivi-évaluation-projets COREG et AT ODS** ».

• L'offre complète est disponible sur le site d'Expertise France : <https://urlz.fr/IZHK>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ecole Doctorale : l'Université des Comores franchit un nouveau palier

Suite de la page 1

Les résultats attendus du projet sont l'augmentation de la compétitive en termes de réseaux nationaux, régionaux et internationaux et de gestion efficace des doctorats internationaux notamment dans le domaine du développement durable. Ce projet est une aubaine pour l'Université des Comores (UDC), en cette année de célébration de son vingtième anniversaire de sa création. L'UDC accueille, de plus en plus, la grande majorité des

bacheliers comoriens qui partaient auparavant dans d'autres pays pour continuer leurs études supérieures. Les effectifs étudiants, dont la quasi-totalité sont inscrits en 1er cycle du système LMD (L1, L2 et L3), passent de 1300 à 3601 entre 2003 et 2008, de 3927 à 8347 entre 2010 et 2015 soit une multiplication par un facteur de 6,4 en 12 ans. Ils sont 13 500 étudiants pour l'année académique en 2022-2023, soit une progression de près de 50% au cours des cinq dernières années.

Le nombre d'étudiant titulaire de la Licence 3 et de Master étant en nette augmentation à l'UDC, il en résulte une forte demande locale en formation doctorale. A ces étudiants qui recherchent à poursuivre leur cursus de troisième cycle s'ajoutent un nombre encore assez élevé d'enseignants chercheurs de l'UDC qui n'ont pas encore le doctorat. Pour permettre la préparation et l'organisation dans les meilleurs délais de la formation doctorale, elle a engagé depuis quelques mois un proces-

sus de mise en place d'une école doctorale pluridisciplinaire regroupant plusieurs unités ou équipes de recherche existante actuellement. Il s'agit d'initier la formation des doctorants à l'UDC, de contribuer ainsi à la promotion de la recherche et de développer son rayonnement à l'international.

Ce projet DOCET 4 AFRICA – Programme Erasmus vient à point nommé pour booster l'initiative de l'UDC de se doter d'une Ecole Doctorale. L'offre de formation à l'UDC se trouve ainsi renforcé et

son ouverture à l'international assurée. L'UDC poursuit ainsi son ancrage dans le paysage du développement en évoluant aussi dans la diversification de ses offres de formation et en mettant l'accent aussi sur les filières professionnalisantes, notamment à l'IUT, à la FSDE, à la Faculté des Sciences, au Pôle Universitaire de Patsy et de Mohéli.

Mmagaza

AGRICULTURE

Inauguration de trois CRDEs réhabilités

Le ministère de l'agriculture, l'ambassade de France et la FAO ont procédé samedi dernier à l'inauguration des trois CRDEs réhabilités à travers le projet RECA ERA financé par la France en hauteur de 972 000 euros. Le comité de pilotage a clôturé en même temps ce projet qui est arrivé à son échéance, après avoir validé les réalisations faites.

Le secrétaire général du ministère de l'agriculture Saïd Mmadi Bakar en présence du chef du service de la coopération et de l'action culturelle de l'ambassade de France à Moroni, l'assistant représentant de la FAO, a procédé à l'inauguration de trois CRDEs dans les trois îles entièrement réhabilités dans le cadre du projet de Renforcement des Capacités des Centres Ruraux de Développement Économique pour l'Entreprenariat et la Résilience Agricole aux Comores (RECA ERA), financé par la France.

Il s'agit des CRDEs, de Dimadjou ya Hamahamet à Ngazidja, Fomboni à Mwali et Tsembehou à Ndzouani.

Ce projet visait au renforcement des capacités managériales, techniques et infrastructurelles de ces CRDEs dans le but d'améliorer la disponibilité, et l'accès inclusif aux services de conseil agricole. « En appuyant les CRDEs, l'idée c'est d'augmenter la productivité des agriculteurs, leurs technicités pour mieux produire et donc d'avoir plus de produits sur les marchés », a indiqué Patrice Thevier, chef du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France aux Comores.

A l'entendre, ce projet qui est mené en partenariat avec le ministère de l'agriculture et la FAO est intéressant. « On est vraiment dans l'accompagnement (...) Et puis cela s'inscrit dans un soutien global de notre coopération à l'agriculture puisque vous savez également que nous avons des projets en direction



CRDE comité pilotage au centre le Secrétaire général Saïd Mmadi Bakar.

de la société civile qui a une grosse composante en développement rural », a-t-il expliqué.

Et d'ajouter: « Le CRDE me paraît être un relais important pour toucher les agriculteurs. Par ce qu'encore aujourd'hui les besoins en conseil, les besoins en formation sont importants. Et puis on voulait avoir une action de proximité. C'est

à dire qu'on sent bien que les agriculteurs ont besoin de semences, de petits équipements. Des choses concrètes et des formations sur le terrain comme je le disais tout à l'heure dans mon intervention. »

Selon le secrétaire général du ministère de l'agriculture ce projet a ouvert une ère pour la filière agricole et il a boosté la productivité agri-

cole par la réorganisation du système de production rurale, ainsi que par la promotion de l'usage d'intrants améliorés, l'amélioration de la compétitivité des filières agricoles à travers le renforcement du système de gestion de la qualité et la promotion d'emplois stables dans l'agriculture.

Maoulida Mbaé

DIPLOMATIE

Comores-Iran, l'heure de la normalisation a-t-elle sonné ?

Rompue en 2016 pour cause nous disait-on « d'ingérence de Téhéran dans les affaires intérieures de certains Etats » en l'occurrence l'Arabie-Saoudite à l'époque, les Comores tentent de renouer ses relations avec l'Iran. Depuis, de l'eau a coulé sur la roche et l'Iran est en passe de se repositionner sur le plan régional à la suite de l'accord tripartite signé en mars dernier entre Pékin, Riyad et Téhéran, pour le rétablissement des relations diplomatiques des deux géants de la région du golfe arabo-persique.

C'est une dépêche de l'Agence de Presse de la République Islamique (IRNA) qui date du 3 juin dernier qui a divulgué l'information. Les Comores demandent la reprise des relations diplomatiques avec la république islamique d'Iran. « Le Ministre des affaires étrangères des

Comores lors d'une rencontre avec le ministre iranien des affaires étrangères a annoncé la volonté du pays de reprendre des relations officielles avec la république islamique d'Iran, ce qui a été salué par son homologue iranien », annonce-t-elle. Cette rencontre a eu lieu à Pretoria en Afrique du Sud en marge de la réunion des amis des BRICS où le ministre

Dhoulkamal a été convié en tant que ministre des affaires étrangères du pays qui assure la présidence de l'Union Africaine.

Au cours de cette rencontre, le ministre Dhoulkamal et son homologue Amir Abdollahian ont tenu à rappeler les liens historiques qui unissent les deux pays. « Lors de cette réunion, tout en examinant les

relations entre les deux pays, les deux parties ont décrit les liens culturels, historiques et religieux et l'intérêt des peuples des deux pays comme des atouts pour la reprise des relations bilatérales », poursuit la dépêche de l'agence de presse.

Cette rencontre s'inscrit en tout dans une logique de reprise en main du volet diplomatique par le chef de l'Etat surtout à l'endroit de pays avec les relations de ces dernières années ont été rompues. A part l'Iran, les Comores pourraient aussi entreprendre une démarche envers le Qatar pour une éventuelle reprise des relations bilatérales. Des contacts de haut niveau existeraient entre les ministères des affaires étrangères des deux pays, le ministre de la justice Djae Ahamada Chanfi aurait saisi l'occasion lors d'un déplacement à DOHA de renouer le fil avec les autorités qataries.

Au-delà de cette région moyen-

orientale, le Chef de l'Etat a reçu début avril, l'ambassadeur de Russie Andrey Andreev pourtant en froid depuis le vote des Comores à l'ONU contre la Russie après le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine. Cette rencontre avait un double objectif, arrondir la quadrature du cercle autour des relations bilatérales entre les deux pays, mais aussi et surtout préparer le sommet de Saint-Petersbourg (26-29 juillet 2023), deuxième sommet Russie-Afrique après celui de Sotchi en 2019. La volatilité de la relation France-Comores et la perte d'influence de la diplomatie française en Afrique sont en tout cas des raisons qui pourraient pousser la diplomatie comorienne à revoir ses orientations et son positionnement dans un contexte géopolitique mondial en plein bouleversement.

AS Badraoui



SOCIÉTÉ

Msomo Na Hazi a échangé avec les associations sur les opportunités de ce programme

Une réunion d'information et de partage d'idée sur la création d'emplois s'est tenue jeudi 1er juin dernier au siège de la FADESIM à Fomboni Mohéli. Elle a regroupé les responsables des organisations de la société civile, des associations communautaires et ceux du programme Msomo na Hazi. C'était l'occasion pour ces derniers de présenter ce programme mis en place par le gouvernement comorien en partenariat avec l'Union Européenne afin de lutter contre le chômage des jeunes à travers la création d'emplois. Il s'agit d'un programme de 400 millions de francs comoriens, qui offre des subventions allant de 30 à 50 millions de francs comoriens.

Les organisations de la société civile étaient invitées jeudi 1er juin dernier à la FADESIM de Mohéli par les responsables du programme Msomo na Hazi, à

travers l'ONG Maesha en partenariat avec la cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED de l'Union Européenne. L'objectif était de présenter le programme Msomo na Hazi. Il s'agit d'un projet de 400 millions de francs comoriens, qui offre des subventions allant de 30 à 50 millions de francs comoriens aux associations et ONGs afin de financer des initiatives de formation et d'insertion professionnelle au profit des jeunes.

Les responsables de ce programme ont montré l'importance pour les associations de se regrouper avec des centres de formation des acteurs du secteur privé en vue de garantir que les jeunes formés puissent rapidement trouver un emploi. « L'objectif du programme est d'augmenter le nombre de solutions en matière d'accompagnement des jeunes dans leur insertion socioprofessionnelle tout en favorisant la coopération entre les organisations de la société civile, le



secteur privé et les institutions de formation professionnelle tel que le secteur de la mécanique, la menuiserie, et autres » souligne le régisseur

du programme Abdallah Nouridine. Plusieurs résultats sont attendus de cette réunion mais le plus important, selon le régisseur, est de voir autant

d'associations de l'île postuler à l'appel à projets afin de bénéficier de ces fonds.

Riwad

ENSEIGNEMENT PUBLIC

Le FSPI à la rescousse du lycée de Moroni

Le projet Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants (FSPI) a renforcé les capacités d'ensei-

gnement, et rénové les espaces d'apprentissage notamment le laboratoire, la salle scientifiques et

le plateau omnisport du lycée Said Mohamed Cheikh de Moroni.

Le projet Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants financé par la France sous l'administration de France Education Internationale (FEI) a été mis en œuvre en 2018 et a pris fin en 2023. Le proviseur du lycée Said Mohamed Cheikh de Moroni, Mohamed Ali Abdallah se félicite des résultats obtenus. « Grâce à ce projet, on a renforcé les capacités d'enseignement et réhabilité des espaces d'apprentissage de notre lycée, a-t-il annoncé. Le projet a pour but de renforcer la bonne gouvernance et une bonne gestion de l'établissement. Donc, il y a eu une

formation en renforcement des capacités pour les enseignants surtout pour les scientifiques. D'ailleurs, on a déjà de bons résultats au niveau des élèves de la série scientifique. De 2018 jusqu'aujourd'hui, on est passé à 43% de réussite aux examens nationaux pour les séries scientifiques. Les niveaux sont quand même très élevés », a-t-il souligné.

Le proviseur du lycée de Moroni a montré aussi qu'à travers ce projet, ils ont pu rénover le laboratoire et la salle pour les scientifiques, avec dotation de matériels scientifiques. « Ces kits permettent aux élèves de bien faire leur travail de recherche. On a une installation de panneaux solaires qui nous permet aussi de

travailler en cas de coupure du courant électrique de Sonelec. Ensuite, la réhabilitation d'un plateau omnisport dans l'enceinte du lycée. En général, ce projet a beaucoup contribué au développement de notre établissement », s'est-il réjoui tout en remerciant l'ambassade de France en Union des Comores, la coordinatrice du bureau FEI et le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) pour leur contribution à la réalisation de ce projet. Pour rappel, le lycée Said Mohamed Cheikh est le tout premier à être construit dans le pays, vers la fin des années 1950. Il a formé plusieurs générations de cadres des quatre îles de l'archipel.

Nassuf Ben Amad



Proviseur Lycée de Moroni.

LE SÉNÉGAL SOUS HAUTE TENSION :

L'ambassade des Comores à Dakar appelle à la vigilance

Après deux jours de tension suite au jugement de l'opposant Ousmane Sonko, l'ambassade des Comores à Dakar appelle ses ressortissants « à faire preuve de prudence, à suivre régulièrement les informations et les consignes des autorités compétentes, et à limiter considérablement leurs déplacements ».

Bien qu'une accalmie soit observée samedi 03 juin, l'ambassade des Comores à Dakar appelle à la prudence. En effet, dans un contexte de violences après la condamnation de l'oppo-

sant Ousmane Sonko à deux ans de prison ferme pour « corruption de la jeunesse », le Sénégal est devenu le théâtre d'affrontements entre jeunes manifestants et forces de l'ordre, qui se sont soldés à 15 morts et 500 arrestations. Dans une note publiée le 03 juin dernier, l'ambassade appelle ses ressortissants à faire preuve de prudence. « Au regard des manifestations observées à Dakar, ces deux derniers jours, l'Ambassade de l'Union des Comores à Dakar appelle, encore une fois ses ressortissants à faire preuve de prudence, à suivre régulièrement les informations et les

consignes des autorités compétentes, et à limiter considérablement leurs déplacements », lit-on dans ce communiqué.

En effet, depuis jeudi 01er juin dernier, date du jugement de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, les rues de Dakar et de plusieurs localités du Sénégal sont devenues le théâtre d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Ces altercations ont causé la mort d'une quinzaine de personnes selon le dernier bilan officiel. Des dégâts matériels sont enregistrés notamment des biens publics et privés saccagés comme des banques, des stations

d'essence, des bus, des magasins dans certaines banlieues de Dakar. Des pneus brûlés et cailloux jonchent les chaussées rendant difficile la circulation. Quant à l'armée, elle est déployée devant les édifices stratégiques de la capitale. Dans un

tweet publié samedi, le chef de l'Etat Azali Assoumani, président en exercice de l'Union africaine, a appelé à « un arrêt des violences et un retour au calme ».

Andjouza Abouheir



SPORT

Organes juridiques, le COSIC en pleine réflexion

Les organes juridiques et disciplinaires dans les institutions sportives sont la cheville ouvrière pour assurer l'équité entre les différentes parties prenantes. C'est pourquoi, le Comité Olympique et Sportif des Iles Comores entreprend de mettre en œuvre ces organes juridictionnels.

Vendredi dernier, le Comité Olympique et Sportif des Iles Comores a convié la vingtaine de fédérations affiliées et observateurs dans une rencontre pour une réflexion sur la mise en œuvre des différentes commissions juridiques et arbitrales. « Nous sommes ici aujourd'hui pour voir ensemble comment mettre en place toutes ces structures juridictionnelles et arbitrales au sein de notre institution », a martelé le président du COSIC Ibrahim Mohamed Mze.

Des organes qui sont plus qu'importants dans la mesure où ce sont eux qui sont chargés de régler les litiges au niveau sportif mais aussi toutes les questions liées au droit, à l'éthique pour régler d'une façon arbitrale les conflits éventuels entre les différentes entités qui opèrent dans le domaine du sport.

Il a été convenu après cette



Le COSIC en Assemblée générale.

réunion que le bureau du COSIC va proposer des noms qui vont être soumis au vote, afin que ceux qui seront choisis siègent au sein de la commission de discipline et d'éthique. « Nous nous sommes convenus que d'ici quelques jours nous allons nous revoir pour la mise en place de cette commission d'éthique », a poursuivi le président du COSIC.

La commission d'éthique pour rappel, dans le monde olympique a comme mission de faire respecter au sein du mouvement olympique, le code d'éthique défini par le Comité International Olympique et

les statuts du comité national olympique. Pour se faire, la Commission d'Éthique détermine un code d'éthique conformément aux dispositions statutaires et aux recommandations du CIO.

Au cours des discussions, les membres du COSIC ont évoqué aussi la possibilité de mettre enfin en place la chambre arbitrale du sport. « C'est une chambre qui est tout aussi importante autant que les autres dans la mesure où elle est la garante par voie arbitrale à l'image de ce qui se fait déjà sur le plan commercial (CACOM) pour la résolution des différends sportifs »,

a rappelé pour son cas le président de la Fédération de Football des Comores qui est lui-même arbitre commercial.

Des arbitres sont choisis par les parties en conflit pour résoudre le différend qui les oppose le plus souvent d'une manière amicale sans être obligé d'aller dans les tribunaux classiques. « La volonté du comité olympique national est de faire en sorte que tous ces organes soient mis en place avant la fin de cette mandature » a conclu le président Ibrahim Mohamed Mze.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maccha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mabé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination du Projet (UCP), une assistante administrative.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 23 mai 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 12 juin 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

L'assistante administrative de l'UCP devra :

- (a) Avoir un diplôme supérieur équivalent au moins Bac + 3 années dans les domaines d'éducation suivante : Secrétariat/Informatique, lettre française, communication, journalisme, Administration Économique et Sociale
- (b) Disposer d'une expérience professionnelle de 3 ans au minimum au poste d'assistante administrative
- (c) Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, etc) et les logiciels de messagerie électronique
- (d) Avoir une excellente communication écrite et orale

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois,

l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3.CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :
 - Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores ;
 - Un curriculum-vitae actualisé ;
 - Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
 - Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
 - Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique,

de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés **au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4.CONDITIONS D'EMPLOI

- L'assistante administrative sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- L'assistante administrative est appelée à s'abstenir de toute situation qui pourrait lui mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SEM AZALI ASSOUMANI,
PRÉSIDENT DE L'UNION DES COMORES,
PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'UNION AFRICAINE



SALON

DES ENTREPRISES

BUSINESS IN KOMOR

LE PLUS GRAND RASSEMBLEMENT
BUSINESS AUX COMORES

06 AU 08 JUIN

PALAIS DU PEUPLE



Pour s'inscrire, contactez le **+269 773 84 91**